



autorité de régulation  
des communications électroniques,  
des postes et de la distribution de la presse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## Prestations d'audit de systèmes d'information d'opérateurs de réseaux fixes en France

Accord-cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert suivant les articles L.2124-2, R.2124-2 1°, L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

### Pouvoir adjudicateur

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse  
(Arcep ou Autorité)

14 rue Gerty Archimède - CS 90410

75613 PARIS cedex 12









Adresse Internet du site de l'Autorité : <https://www.arcep.fr>

## Sommaire

Article 1 -	Objet du marché.....	5
Article 2 -	Forme du marché .....	5
Article 3 -	Allotissement et multi-attribution .....	5
Article 4 -	Durée du marché.....	5
Article 4.1 -	Prise d'effet et durée du marché .....	5
Article 4.2 -	Reconduction du marché .....	6
Article 5 -	Délais d'exécution et prolongation des délais .....	6
Article 6 -	Lieu d'exécution des prestations.....	6
Article 7 -	Montant du marché .....	6
Article 8 -	Prix du marché.....	6
Article 8.1 -	Modalités de variation des prix.....	7
Article 8.1.1 -	Modalités générales de révision des prix .....	7
Article 8.1.2 -	Application de la révision de prix aux marchés subséquents.....	8
Article 8.2 -	Clause butoir .....	8
Article 8.3 -	Clause de sauvegarde.....	8
Article 9 -	Marchés subséquents.....	8
Article 9.1 -	Modalités de consultation relatives aux marchés subséquents .....	8
Article 9.2 -	Examen des offres reçues pour les marchés subséquents.....	10
Article 9.3 -	Durée des marchés subséquents .....	11
Article 9.4 -	Délais d'exécution des marchés subséquents.....	12
Article 10 -	Documents contractuels .....	12
Article 10.1 -	Pièces constitutives de l'accord-cadre .....	12
Article 10.2 -	Pièces constitutives des marchés subséquents.....	13
Article 11 -	Réexamen des prestations de l'accord-cadre .....	13
Article 11.1 -	Marché de prestations similaires .....	13
Article 11.2 -	Services supplémentaires devenus nécessaires.....	14
Article 11.3 -	Circonstances imprévues.....	14
Article 11.4 -	Substitution d'un nouveau Titulaire.....	14
Article 11.5 -	Modifications non-substantielles .....	14
Article 11.6 -	Modifications de faible montant.....	14
Article 12 -	Obligations du Titulaire du marché .....	15
Article 13 -	Information et conseil .....	15
Article 14 -	Modification du caractère technique en cours d'exécution et arrêt des prestations ..	15

Article 15 - Confidentialité .....	16
Article 16 - Droits de propriété intellectuelle .....	16
Article 17 - Protection des données à caractère personnel .....	18
Article 18 - Développement durable.....	18
Article 19 - Conditions financières .....	18
Article 19.1 - Paiement par l'Arcep.....	18
Article 19.2 - Modalités de facturation .....	19
Article 19.2.1 - Généralités.....	19
Article 19.2.2 - Modalités de facturation .....	20
Article 19.3 - Délai global de paiement.....	20
Article 19.4 - Sous-traitance.....	20
Article 19.5 - Avance .....	21
Article 19.6 - Cession et nantissement de créances.....	21
Article 19.7 - Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire du marché.....	21
Article 19.8 - Réfaction du prix .....	21
Article 20 - Pénalités .....	22
Article 20.1 - Dispositions générales.....	22
Article 20.2 - Pénalités de retard .....	22
Article 21 - Assurances.....	22
Article 22 - Changement de situation du Titulaire.....	23
Article 23 - Résiliation .....	23
Article 24 - Litiges.....	23
Article 25 - Dérogations aux documents généraux.....	24
Article 26 - Dispositions finales.....	24

## Aperçu du marché

	<b>Objet du marché</b>	Prestations d'audit de systèmes d'information des opérateurs de réseaux fixes en France
	<b>Désignation de l'acheteur</b>	Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep)
	<b>Forme du marché</b>	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents
	<b>Architecture du marché</b>	Lot unique
	<b>Tranches</b>	Sans objet
	<b>Durée de l'accord-cadre</b>	2 ans – 2 reconductions d'une durée d'un an possibles
	<b>Lieu d'exécution</b>	Au sein des locaux des opérateurs concernés par les prestations (en métropole ou en outre-mer), au sein des locaux du Titulaire ainsi qu'au siège de l'Arcep.
	<b>Prix</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ <u>Accord-cadre</u> : Prix unitaires – Révisables</li><li>▪ <u>Marchés subséquents</u> : Prix global et forfaitaire (sur la base du BPU de l'accord-cadre) – Ferme – Phasage budgétaire prévu au sein des CCP des marchés subséquents</li></ul>

# Accord-cadre à marchés subséquents relatif à la réalisation de prestations d'audit de systèmes d'information d'opérateurs de réseaux fixes en France

## Article 1 - Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour **objet la réalisation de prestations d'audit de systèmes d'information d'opérateurs de réseaux fixes présents en France (métropole et outre-mer)**, afin de vérifier le caractère non discriminatoire de processus qui seront définis suivant un cadrage proposé par l'Autorité à chaque marché subséquent.

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## Article 2 - Forme du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (ci-après désigné « le Code »).

Le présent marché constitue un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents au sens des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 à R.2162-12 relatifs aux accords-cadres du Code.

Qualifié de marchés de services, il est régi par le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (ci-après désigné « CCAG-PI »).

## Article 3 - Allotissement et multi-attribution

Les prestations font l'objet d'un lot unique d'exécution, conformément à l'article L.2113-10 du Code. En effet, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Lot	Intitulé	Nombre de Titulaires*
<b>Lot unique</b>	Réalisation de prestations d'audit de systèmes d'information des opérateurs de réseaux fixes en France	2

*\* Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.*

Au sein de ce lot unique, les prestations seront exécutées au moyen de marchés subséquents réalisés au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Autorité et remis en concurrence entre les Titulaires.

## Article 4 - Durée du marché

### Article 4.1 - Prise d'effet et durée du marché

Conformément à l'article R.2182-4 du Code, le marché prend effet à compter de sa notification, **pour une durée de deux ans**.

## Article 4.2 - Reconduction du marché

Le marché est **reconductible tacitement deux fois pour une durée d'un an**, dans les mêmes termes, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer. Le marché ne pourra pas excéder une **durée globale de quatre ans**.

Dans le cas où l'Autorité ne souhaiterait pas reconduire le marché, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Le cas échéant, la décision de non-reconduction sera adressée au minimum deux mois avant le terme de la période d'exécution en cours du marché.

En tout état de cause, l'accord-cadre prendra fin une fois le montant maximum atteint (voir Article 7 - du présent CCAP).

## Article 5 - Délais d'exécution et prolongation des délais

Le calendrier de réalisation des prestations sera défini au sein des marchés subséquents dans le respect des exigences formulées par le CCTP.

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-PI.

## Article 6 - Lieu d'exécution des prestations

Le lieu (ou les lieux) d'exécution des prestations sera défini au sein de chaque marché subséquent.

Il convient de noter que les prestations se dérouleront au sein des locaux du Titulaire, sur un ou divers sites de l'opérateur audité, en France métropolitaine ou dans les départements et régions d'outre-mer, et au sein des locaux de l'Autorité sis 14 rue Gerty Archimède à Paris (75012). En particulier, sauf indication contraire, les réunions se tiendront au sein des locaux de l'Autorité. Au besoin et avec l'accord de l'Autorité, certaines réunions pourront être assurées à distance.

## Article 7 - Montant du marché

L'accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un **montant maximum fixé à 760 000€ HT** au global pour toute la durée du marché, reconductions incluses.

L'Autorité estime que le montant du marché pour une année d'exécution se situe **autour de 120 000 € HT**.

## Article 8 - Prix du marché

**Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires**, conformément à l'article R.2112-6 du Code.

Les montants des prestations sont définis au sein du bordereau des prix unitaires (BPU).

Chaque **marché subséquent sera conclu à prix global et forfaitaire**.

Le prix forfaitaire sera construit sur la base des prix unitaires contenus au sein du BPU de l'accord-cadre. Il sera formalisé entre les parties au sein de l'Acte d'engagement du marché subséquent.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent CCAP et dans le CCTP, ainsi que tout autres frais pouvant être engagés ou supportés par le Titulaire nécessaires à l'exécution des prestations, y compris lors des déplacements sur les sites audités.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché. Les demandes de paiement sont adressées en montant hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

## Article 8.1 - Modalités de variation des prix

### Article 8.1.1 - Modalités générales de révision des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la notification du marché. Ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont fixes pendant la première année d'exécution du marché.

En cas de reconduction, ils seront ensuite révisés tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché, conformément à l'article R2112-13 du Code, par application de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times \left[ 0,3 + 0,7 \times \left( \frac{I_m}{I_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

$P_r$  : Prix révisé

$P_0$  : Prix initial du contrat réputé établi dans les conditions économiques du mois zéro

$I_0$  : Valeur de l'indice de référence du mois zéro (valeur de l'indice publié pour le mois zéro)

$I_m$  : Valeur du dernier indice de référence paru au mois de révision des prix

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L'indice de référence est l'**indice Syntec révisé (SYN REV)**.

Il est publié sur le site de la **Fédération Syntec** : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Ainsi que sur **Le Moniteur** : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/41a51b8c-1b27-4d7c-b2d2-2e0af815cdb5>.

Pour la mise en oeuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'indice de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Le Titulaire dispose d'un **délai de dix jours à compter de la date de révision des prix** pour faire parvenir à l'Autorité le BPU révisé ainsi qu'une note comprenant le calcul à employer sur les factures pour obtenir le prix de règlement révisé, le coefficient de révision applicable, ainsi que le montant révisé sur la base du coefficient obtenu, sur la base de la formule ci-dessus.

L'Autorité notifie son acceptation au Titulaire dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. À défaut de retour, la révision de prix est réputée acceptée par l'Autorité.

**La formule de révision des prix et le coefficient obtenu sont à reporter par le Titulaire sur les factures émises à partir de la date anniversaire du marché.**

### Article 8.1.2 - Application de la révision de prix aux marchés subséquents

Les marchés subséquents seront conclus à prix forfaitaire sur la base des prix applicables au moment de la signature de l'acte d'engagement correspondant.

Dès lors, si la révision de prix n'est pas encore intervenue au moment de la signature de l'acte d'engagement du marché subséquent concerné et que sa durée chevauche ou excède une échéance de révision de prix, les prix applicables sont ceux antérieurs à cette révision.

### Article 8.2 - Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la formule de révision de prix sera limitée à une augmentation de 5% du prix initial du contrat et ne pourra pas aller au-delà.

### Article 8.3 - Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'évolution du prix de règlement résultant de l'application de formule de révision est supérieure à 5% par rapport au prix initial du contrat et/ou que l'exécution du marché est compromise du fait de l'application de la clause butoir ci-dessus, l'Autorité se réserve le droit de résilier la partie non-exécutée du marché, sans dédommagement possible pour le Titulaire.

## Article 9 - Marchés subséquents

L'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents. Les marchés subséquents seront mis en concurrence entre les Titulaires de l'accord-cadre dans les conditions énoncées ci-après.

#### Information candidature :

Cet article s'applique uniquement aux marchés subséquents et sera applicable en cours de marché. Les modalités de passation de l'accord-cadre sont définies dans le règlement de la consultation (RC). Les modalités de passation du marché subséquent n°01 dérogent aux articles ci-dessous et sont définies au sein du RC.

### Article 9.1 - Modalités de consultation relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents seront conclus au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Autorité.

L'accord-cadre étant conclu avec plusieurs Titulaires, l'attribution de chaque marché subséquent sera précédée d'une mise en concurrence, conformément à l'article R.2162-10 du Code.

Dans ce cadre, **le Titulaire s'engage individuellement à répondre à l'ensemble des consultations ainsi qu'à présenter des offres régulières, acceptables et appropriées**. En cas de manquements répétés à cette obligation, l'Autorité se réserve la possibilité de résilier le marché passé avec le Titulaire dans les conditions de l'Article 23 -

La consultation se déroulera comme suit :

- Le Titulaire sera consulté par écrit (via la Plateforme des achats de l'Etat [**PLACE** - <http://www.marches-publics.gouv.fr>]) au moyen d'une **lettre d'invitation à soumissionner** à laquelle sera jointe un **Cahier des clauses particulières (CCP)**.

Dans le cas où la PLACE ne serait pas disponible, le Titulaire pourra être consulté par écrit par mél via la boîte [marches-publics@arcep.fr](mailto:marches-publics@arcep.fr) ;



- Le CCP contiendra l’objet de la consultation, les exigences techniques de l’Autorité (comprennant le détail des prestations attendues, les délais de réalisation des prestations, une description des livrables attendus, le(s) lieu(x) d’exécution des prestations et les modalités organisationnelles), le délai de remise des offres ainsi que les modalités administratives particulières propre au marché subséquent ;
- Le délai de remise des offres sera identique pour toutes les sociétés consultées et proportionné aux exigences techniques du marché subséquent ;
- Seules seront examinées les offres qui auront été reçues au plus tard à la date et à l’heure limites indiquées au sein du CCP. Les offres reçues ou remises après ces date et heure ne sont pas examinées ;
- Les variantes ne sont pas autorisées, sauf si cela est explicitement indiqué par l’Autorité au sein du CCP ;
- La consultation ne donnera pas lieu à des négociations ;
- Le Titulaire transmet son offre à l’Autorité par écrit et de manière dématérialisée par **PLACE** - <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

De manière exceptionnelle, en cas de dysfonctionnement de la PLACE et sur invitation expresse de l’Autorité, le Titulaire pourra être amené à transmettre son offre par écrit par mél à l’adresse suivante : [marches-publics@arcep.fr](mailto:marches-publics@arcep.fr).

- L’offre contiendra impérativement les pièces suivantes :
  - Un **mémoire technique** comprenant la réponse à l’intégralité des informations évoquées au sein du CCP ;
  - Une **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** telle qu’établie et fournie par l’Arcep, sans possibilité pour le candidat de modifier le document, à l’exception de l’insertion des prix. Le prix du marché subséquent sera global et forfaitaire. Il sera établi sur la base du Bordereau des Prix Unitaires.

Le prix comprend les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent CCAP et dans le CCTP, ainsi que tous les autres frais pouvant être engagés ou supportés par le Titulaire, nécessaires à l’exécution des prestations, y compris lors des déplacements sur les sites audités.

La DPGF doit être **datée et signée** et remise sous format tableur et PDF.

La DPGF ne pourra pas être modifiée par le Titulaire de l’accord-cadre ultérieurement à la date limite de remise des offres, hors cas d’erreur manifeste.

- Dans le cas où le Titulaire souhaite sous-traiter des prestations dans le cadre du marché subséquent, il peut introduire son sous-traitant au moyen d’une déclaration de sous-traitance (type formulaire DC4) lors du dépôt de son offre ;
- L’Autorité se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails ayant servi à l’élaboration des prix qu’elle estimera nécessaires ;
- La durée de validité des offres remises pour chaque marché subséquent est de 90 jours.
- Conformément à l’Article R.2162-10 du Code, le marché subséquent sera attribué au candidat ayant l’offre la plus économiquement avantageuse sur la base des critères énoncés à l’article 9.2 du présent CCAP.

Conformément à l’Article R. 2182-2 du Code, les marchés subséquents ne sont pas soumis au délai de suspension de signature.

Le Titulaire du marché subséquent remet à l’Autorité les attestations et certificats prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code ainsi qu’un RIB et une attestation d’assurance responsabilité civile,

professionnelle, en cours de validité, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de l'attribution du marché subséquent.

L'Autorité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## Article 9.2 - Examen des offres reçues pour les marchés subséquents

Le mémoire technique des offres déposées par le Titulaire de l'accord-cadre devra comporter les éléments demandés au sein du CCTP et du CCP ainsi que tous les éléments permettant à l'Autorité d'évaluer les critères énoncés ci-dessous. En particulier, il comporte une méthodologie pour apprécier l'absence de discrimination et, le cas échéant, le fonctionnement des processus sur base d'outils communs, ainsi que les CV des intervenants pressentis pour l'exécution des prestations.

Les Titulaires présentent, pour les marchés subséquents, des offres de prix égaux aux prix contenus dans le BPU de l'accord-cadre. À défaut, leur offre sera considérée comme irrégulière et rejetée d'office par l'Autorité.

**La consultation aura une durée de trois (3) semaines au minimum. Les critères de jugement des offres ainsi que la pondération donnée à chacun de ces critères sont énoncés ci-dessous (sur 100) :**

Description des critères	Nb points
<b>- Critère n°1 : Valeur technique</b>	<b>40 points</b>
<i>Ce critère est analysé sur la base de l'évaluation des sous-critères suivants, pondérés comme suit :</i>	
<b>■ Sous-critère 1 : Compréhension générale du cadre et des enjeux du marché subséquent</b>	<b>5 points</b>
La compréhension générale des enjeux sera appréciée au regard de la reformulation, dans le mémoire technique, des besoins et des objectifs de l'Autorité pour le marché subséquent, sa compréhension du secteur ainsi que du cadre et des enjeux réglementaires dans lesquels s'effectueront les prestations.	
<b>■ Sous-critère 2 : Organisation proposée pour la mission</b>	<b>15 points</b>
Ce sous-critère est analysé sur la base de la pertinence de la segmentation des volets et phases d'audit, des garanties apportées au respect du calendrier ainsi que des modalités de restitution des livrables.	
<b>■ Sous-critère 3 : Méthodologie proposée pour apprécier l'absence de discrimination et, le cas échéant, le fonctionnement des processus sur base d'outil commun</b>	<b>20 points</b>
Les candidats au marché subséquent doivent proposer, dans leur mémoire technique, une méthodologie précise pour mener à bien ces vérifications dans le cadre de la mission faisant l'objet du marché subséquent. Cette méthodologie devra comporter <i>a minima</i> les éléments décrits à l'article 2.2 du CCTP de l'accord-cadre ainsi que, le cas échéant, dans le CCP du marché subséquent.	
Le sous-critère sera analysé au regard de la qualité et de l'exhaustivité de la méthodologie proposée pour apprécier l'absence de discrimination et, le cas échéant, le fonctionnement des processus sur base d'outils communs.	

<p>- <b><u>Critère n°2 : Qualité de l'équipe chargée de l'étude</u></b></p>	<p><b>30 points</b></p>
<p><i>Ce critère est analysé sur la base de l'évaluation des sous-critères suivants, pondérés comme suit :</i></p>	
<p>■ <b>Sous-critère 1 : Dimensionnement de l'équipe dédiée au marché subséquent</b></p> <p>Ce sous-critère évalue le dimensionnement de l'équipe prévue par le candidat au marché subséquent sur les diverses phases prévues par le CCP, notamment au regard du nombre d'intervenants mobilisables et du nombre de volets à effectuer pour ce marché subséquent. Outre le nombre d'intervenants, le niveau d'implication attendu pour chaque intervenant (en particulier en termes de temps et de disponibilité sur les différentes phases) sera également pris en compte dans l'évaluation.</p>	<p><b>10 points</b></p>
<p>■ <b>Sous-critère 2 : Expérience et expertise des profils des intervenants pressentis</b></p> <p>Le sous-critère notera l'adéquation de l'expérience et de l'expertise des profils pressentis avec les attentes exposées dans le CCTP de l'accord-cadre et le CCP du marché subséquent, notamment relatives aux SI d'opérateurs de communications électroniques, et d'éventuelles compétences spécifiques à chaque marché subséquent qui seront détaillées dans le CCP.</p> <p>Elles seront évaluées au regard de leurs compétences et appréciées au vu des <i>curriculum-vitae</i> fournis, de références, de publications, de contributions, d'études similaires, d'expériences et de compétences justifiant l'expertise du candidat relatives à l'audit faisant l'objet du marché subséquent.</p>	<p><b>20 points</b></p>
<p>- <b><u>Critère n°3 : Prix</u></b></p>	<p><b>30 points</b></p>
<p>Le prix des prestations est analysé au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) remise par les candidats au marché subséquent.</p> <p>Dans la mesure où l'analyse porte sur le prix de règlement, dans le cas où le candidat serait exonéré de TVA, mais que l'Autorité serait amenée à verser la TVA pour la prestation, le prix retenu pour la note sera celui de la DPGF incrémentée de la TVA qui sera payée par l'Arcep. Le taux de la TVA pour les prestations prévues au sein du marché est de 20%.</p>	
<p>La note de 30/30 est attribuée à l'offre la moins disante.</p>	
<p>La note des autres candidats est calculée selon la formule suivante :</p>	
<p><i>(Prix de l'offre la moins disante TTC / Prix de l'offre évaluée TTC) x 30</i></p>	

En cas d'égalité après application des critères, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur la base du critère **Valeur technique** sera classé en première position.

### Article 9.3 - Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents est fixée au sein de chaque CCP.

La conclusion de marchés subséquents ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du présent accord-cadre.

En tout état de cause, la durée d'un marché subséquent ne peut excéder trois (3) mois à compter du dernier jour de validité du présent accord-cadre.

## Article 9.4 - Délais d'exécution des marchés subséquents

Conformément à l'Article 5 - du présent CCAP :

- Le calendrier de réalisation des prestations sera défini au sein des marchés subséquents dans le respect des exigences formulées par le CCTP ;
- Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le démarrage du délai d'exécution part de la réunion de lancement du marché.

S'agissant de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à l'acheteur en vue de l'engagement des opérations de vérification, conformément à l'article 13.2.2 du CCAG-PI.

## Article 10 - Documents contractuels

### Article 10.1 - Pièces constitutives de l'accord-cadre

La signature de l'Acte d'engagement vaut acceptation des pièces constitutives de l'accord-cadre, énoncées ci-dessous.

Conformément à l'article 4 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- **L'Acte d'engagement (AE)** et son **annexe financière (Bordereau des prix unitaires (BPU))** ;
- Le présent **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** ;
- Le cahier des **Clauses techniques particulières (CCTP)** ;
- Le **Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- Tous les éléments de **l'offre technique du Titulaire** du marché (le mémoire technique et/ou le cadre de réponse technique du Titulaire, ainsi que tout document annexé ou présenté conjointement au sein de l'offre).

Le détail quantitatif estimatif (DQE) n'est pas un document contractuel.

Seuls les exemplaires conservés par l'Autorité font foi.

Les pièces générales (Code de la commande publique, CCAG-PI) sont réputées connues des parties.

Dans le cas où le Titulaire souhaite introduire un sous-traitant, la formalisation de la sous-traitance sera effectuée dans le cadre du marché subséquent y afférent.

**Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions générales et particulières éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.**

## Article 10.2 - Pièces constitutives des marchés subséquents

La signature de l'Acte d'engagement du marché subséquent vaut acceptation des pièces constitutives du marché subséquent, énoncées ci-dessous.

En cas de contradiction, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- Les **pièces constitutives de l'accord-cadre**, dans l'ordre énoncé ci-dessus ;
- **L'Acte d'engagement** (AE) du marché subséquent ;
- Le **Cahier des clauses particulières** (CCP) du marché subséquent et ses éventuelles annexes ;
- Tous les éléments de **l'offre technique du Titulaire pour le marché subséquent** (le mémoire technique et/ou le cadre de réponse technique du Titulaire, ainsi que tout document annexé ou présenté conjointement au sein de l'offre) ;
- Les **déclarations de sous-traitance** (DC4), le cas échéant, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) n'est pas un document contractuel. Seul le montant global du marché subséquent, renseigné au sein de l'Acte d'engagement du marché subséquent, est contractuel.

Seuls les exemplaires conservés par l'Autorité font foi.

Les pièces générales (Code de la commande publique, CCAG-PI) sont réputées connues des parties.

**Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions générales et particulières éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.**

En cas de contradiction entre les stipulations de l'accord-cadre sur la base duquel le marché subséquent a été passé et les stipulations du marché subséquent, **les stipulations de l'accord-cadre prévalent.**

## Article 11 - Réexamen des prestations de l'accord-cadre

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément aux articles R.2122-7, R.2194-1 à R.2194-10 du Code, de :

1. Demander la réalisation de prestations similaires à celles du marché ;
2. Ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du/des marché(s) ;
3. Modifier des prestations prévues initialement.

### Article 11.1 - Marché de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, si les conditions prévues à l'article R.2122-7 du Code sont réunies.

## **Article 11.2 - Services supplémentaires devenus nécessaires**

En vertu des dispositions de l'article R.2194-2 du Code, le marché pourra être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code, des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de Titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

## **Article 11.3 - Circonstances imprévues**

En vertu de l'article R.2194-5 du Code, le marché pourra être modifié en présence de circonstances imprévisibles mais uniquement si l'acheteur a respecté son obligation de diligence.

## **Article 11.4 - Substitution d'un nouveau Titulaire**

En application de l'article R.2194-6 du Code et du présent article relatif au réexamen, le marché pourra être modifié en cas de substitution d'un nouveau Titulaire au Titulaire initial.

Le présent marché pourra également être modifié, en application de l'article précité du Code, dans le cas d'une cession dudit marché, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial et à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire devra alors remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Arcep pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

## **Article 11.5 - Modifications non-substantielles**

Le présent marché pourra être modifié en vertu de l'article R.2194-7 du Code sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Il conviendra de se référer aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code, selon lesquelles une modification est substantielle, notamment, lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie :

- Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
- Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
- Elle modifie considérablement l'objet du marché ;
- Elle a pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R.2194-6 du Code.

## **Article 11.6 - Modifications de faible montant**

Le présent marché pourra être modifié, en vertu de l'article R.2194-8 du Code lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R.2194-7 du Code sont remplies.

Lorsque, en application des articles précités du Code et du présent article, plusieurs modifications successives sont effectuées, l'Arcep prendra en compte leur montant cumulé, comme imposé par l'article R.2194-9 du même Code.

## **Article 12 - Obligations du Titulaire du marché**

Le Titulaire est soumis aux obligations suivantes pendant toute la durée du marché :

- Répondre à l'ensemble des consultations pour l'attribution des marchés subséquents lorsqu'il sera sollicité, ainsi qu'à présenter des offres régulières, acceptables et appropriées ;
- Réaliser les prestations conformément aux documents du présent marché et dans son offre ;
- Maintenir la qualité des équipes ou personnes qui travaillent sur le projet, proposées dans son offre ;
- Livrer les documents demandés dans le respect des délais contractuels et conditions de réalisation prévues au présent accord-cadre ;
- Respecter son obligation de confidentialité prévue dans le marché et l'ensemble des obligations légales, ou d'autre nature, applicables à l'objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire fournit les prestations dans le respect de la définition de l'objet du présent accord-cadre et des principes prévus au CCTP et au CCP du marché subséquent concerné. Il met en œuvre tous les moyens humains, organisationnels et professionnels pour effectuer ces prestations conformément aux pièces de l'accord-cadre.

Il remet à l'Arcep des livrables exempts d'erreur matérielle. Il veille en permanence à assurer la transparence de ses actions à l'Arcep.

Le Titulaire garantit avoir, en interne ou par le biais de sous-traitants, l'ensemble des connaissances, compétences et savoir-faire techniques et organisationnels nécessaires à l'exécution du présent marché. Il garantit la faisabilité technique et la légalité des solutions préconisées.

En tant que professionnel, le Titulaire est garant du respect :

- De toutes obligations légales et réglementaires en vigueur de nature à couvrir ou impacter les prestations recommandées et/ou mises en œuvre en application du présent marché ;
- Des règles de l'art et règles de bonne conduite pour chacune des prestations visées dans son offre et le marché.

Le Titulaire est seul responsable de l'obtention des éventuelles autorisations nécessaires pour la réalisation de ces prestations.

## **Article 13 - Information et conseil**

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, a une obligation permanente de conseil à l'égard de l'Arcep dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer l'Arcep de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché.

## **Article 14 - Modification du caractère technique en cours d'exécution et arrêt des prestations**

Ces deux principes sont mis en œuvre dans le respect des articles 22 et 23 du CCAG-PI.

## Article 15 - Confidentialité

**Le Titulaire du marché s'engage à observer une stricte confidentialité à l'égard des tiers sur le contenu des prestations objet du présent marché et leurs modalités d'exécution.**

**La conclusion de chaque marché subséquent donnera lieu à la signature d'un engagement de confidentialité tripartite, passé entre l'Autorité, le Titulaire du marché subséquent et l'opérateur concerné par l'audit (tiers au présent marché).**

Dans le cas où le Titulaire se voit attribuer un marché subséquent, il signe l'engagement de confidentialité y afférent.

L'article 5 du CCAG-PI s'applique : en particulier, le Titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une des parties du marché ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire du marché garantit la confidentialité des échanges et des informations fournies par l'Autorité. Il s'engage à protéger les informations relevant du secret des affaires, à ne pas divulguer ces informations à des tiers, et ce, sans limitation de durée, et à n'en faire utilisation que dans le cadre du présent marché. De plus, en cas de réutilisation de données fournies, le Titulaire ne fera pas mention de leur usage par l'Autorité.

Le Titulaire se porte fort du respect de cette obligation de confidentialité par ses salariés et sous-traitants éventuels et sera responsable de plein droit en cas de manquement de l'une ou l'autre de ces personnes.

**Tout manquement aux présentes justifierait une résiliation de plein droit du marché et engage la responsabilité contractuelle du Titulaire.**

## Article 16 - Droits de propriété intellectuelle

Les documentations de base, données et autres documents remis au Titulaire du marché par l'Autorité pour l'exécution du présent marché restent la propriété exclusive de cette dernière.

Le présent marché ne saurait entraîner aucun transfert de propriété de l'Autorité au bénéfice du Titulaire. Le droit d'utilisation sur ces éléments accordé au Titulaire par l'Autorité est limité aux seuls besoins et durée du présent marché.

Les droits de propriété intellectuelle portent sur l'intégralité des prestations réalisées et/ou des résultats fournis en exécution du présent marché, seul ou conjointement avec l'Autorité composées :

- des éléments et livrables visés au CCTP ;
- de tous les autres travaux de recherche objet des présentes tels que, notamment, les bases de données, les informations, les modèles, les inventions brevetables ou non au sens du Code de la propriété intellectuelle.

Les droits de propriété intellectuelle sont cédés à titre exclusif à l'Acheteur conformément aux dispositions des articles 32 à 35 du CCAG – PI.



### **Les droits cédés comprennent :**

- Le droit de reproduire, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports, y compris électroniques, tant actuels que futurs, connus ou inconnus ;
- Le droit de représenter, de communiquer au public, de mettre à disposition du public ou de distribuer, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris électroniques, tant actuels que futurs, connus ou inconnus ;
- Le droit d'adapter, de résumer, de traduire, d'incorporer, en tout ou partie, par tous moyens, tant actuels que futurs, connus ou inconnus, dans toute étude ou tout autre document ou produit ;
- Le droit de transférer les résultats à un prestataire, une autre institution ou toute autre personne du choix des membres de l'Autorité ;
- Le droit de mettre à disposition du public via leur diffusion sur des sites internet notamment en *open data*.

Cette cession est faite pour le monde entier et pendant toute la durée de la protection légale des droits d'auteur. Le prix de la cession de droits est compris de façon forfaitaire et définitive dans le montant du marché.

Les résultats pourront être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs par l'Acheteur ou tout tiers autorisé.

Le Titulaire du marché assure à l'Acheteur la jouissance exclusive des droits d'utiliser les résultats contre tout trouble, revendication et éviction d'un tiers, à un titre quelconque et il indemnise des éventuelles conséquences dommageables pour l'Autorité.

Il atteste notamment que l'ensemble des résultats sont entièrement originaux et n'incorporent aucun élément protégé susceptible de violer les droits de tiers. Dans le cas contraire, l'Autorité se réserve la faculté de résilier le présent marché, sans préjudice du paiement de tout éventuel dommage et intérêt subis par l'Autorité.

L'ensemble des éléments fournis par l'Autorité pour l'exécution du présent marché reste sa propriété exclusive. Le présent marché ne saurait entraîner aucun transfert de propriété de l'Autorité au bénéfice du Titulaire. Le droit d'utilisation sur ces éléments accordé au Titulaire par l'Autorité est limité aux seuls besoins et durée du présent marché.

Si l'exploitation des résultats par l'Autorité nécessite l'utilisation de savoir-faire ou de brevets antérieurs détenus en tout ou en partie par le Titulaire, celui-ci s'efforce, sous réserve des droits consentis à des tiers et de ses intérêts légitimes, de favoriser cette exploitation pour les besoins définis aux présentes selon des conditions à convenir au cas par cas.

La reproduction ou l'utilisation par le Titulaire du marché, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, des documents précités est interdite sans autorisation de l'Autorité. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le Titulaire du marché conserve ses droits propres - dont ceux d'exploitation - portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-PI.

## Article 17 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

Le Titulaire du marché accordera une vigilance particulière au respect le plus strict de la protection des données à caractère personnel et à la conservation de l'anonymat des personnes impliquées dans la réalisation des prestations.

Le Titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés pour le compte de l'Arcep répondent aux exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD ») et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

Conformément à l'article 28 du RGPD, le Titulaire et l'Arcep précisent, le cas échéant, par voie contractuelle, dans les meilleurs délais et au plus tard deux mois à compter de la notification de l'acte d'engagement, l'objet et les conditions de mise en œuvre des traitements de données susvisés. En cas de non-respect de ses obligations, le Titulaire s'expose, en fonction de la gravité du manquement, à la résiliation du marché.

## Article 18 - Développement durable

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire devra mener des actions visant à réduire, trier et recycler ses déchets, ainsi qu'à optimiser ses déplacements et utiliser des modes de transport respectueux de l'environnement dès que cela est possible.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le Titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement. L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité<sup>1</sup>. Le cas échéant, l'acheteur invite le Titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

L'Autorité encourage le Titulaire qui ne serait pas assujetti aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

## Article 19 - Conditions financières

### Article 19.1 - Paiement par l'Arcep

Le mode de paiement proposé est le virement.

---

<sup>1</sup> Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

L'ordonnateur des dépenses est : la Présidente de l'Arcep.

Le comptable assignataire est : Le Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique - Bâtiment Necker, 120 rue de Bercy 75012 Paris.

La dépense est imputée sur les crédits inscrits au Programme 134 – Centre financier 0134-CARC-C001.

## Article 19.2 - Modalités de facturation

### Article 19.2.1 - Généralités

Avant le déclenchement de chaque prestation, dans le cadre de la consultation pour l'attribution d'un marché subséquent, le Titulaire adresse une proposition financière à l'Arcep établie sur la base des prix contenus au sein du BPU. Le prix des prestations sera consigné au sein de l'Acte d'engagement du marché subséquent. Il sera forfaitaire.

Une fois les prestations réalisées, seules les prestations effectivement approuvées par l'Arcep donnent droit à paiement. Cette approbation, déclarée par l'Arcep, permet de déclarer que « le service est fait ».

Les factures seront émises à terme échu en une seule fois après exécution et admission des prestations faisant l'objet du marché subséquent selon les modalités arrêtées dans le présent CCAP, éventuellement précisées au sein du CCP du marché subséquent.

Ainsi, à l'issue de chaque prestation réalisée, l'Arcep approuvera le travail effectué par le Titulaire du marché. Il y aura approbation dès lors que la prestation aura été réalisée par le Titulaire conformément aux dispositions du marché.

Cette approbation pourra déclencher l'émission et l'envoi de la facture par les services comptables du Titulaire du marché. De ce fait, les factures correspondant aux différentes prestations commandées ne doivent en aucun cas parvenir à l'Autorité avant que « le service fait » ne soit prononcé.

Une copie de chaque facture devra être transmise simultanément par mail à l'adresse [marches-publics@arcep.fr](mailto:marches-publics@arcep.fr) pour validation.

La facture afférente au paiement sera établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes : le numéro de marché subséquent objet de la facturation et le code service exécutant de l'Arcep (**FAC9470075**). Pour l'envoi de la ou des factures, la dématérialisation au format PDF est obligatoire.

Le Titulaire du marché doit transmettre cette facture sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

en renseignant le numéro de marché subséquent à 10 chiffres (exemple : 1504992253), le code service exécutant de l'Arcep (**FAC9470075**) et le n° Siret de l'Etat (**11000201100044**).

Cette dématérialisation permet de :

- Sécuriser la transmission des documents ;
- Suivre l'avancement du traitement des factures ;
- Constituer une preuve acceptée par l'administration fiscale ;
- Bénéficier d'un délai de paiement plus rapide.

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter leur montant au crédit du compte bancaire du Titulaire du marché.

## Article 19.2.2 - Modalités de facturation

Pour chaque marché subséquent, la facturation pourra intervenir :

- Soit en une seule fois après admission de l'intégralité des prestations faisant l'objet du marché subséquent concerné, dans les conditions définies ci-dessus ;
- Soit périodiquement, sur la base d'un phasage budgétaire défini par l'Autorité au sein du CCP du marché subséquent concerné, dans les conditions définies ci-dessus.

## Article 19.3 - Délai global de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et selon les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture. Ces dates sont constatées par le pouvoir adjudicateur. A défaut, c'est la date d'établissement de la facture, augmentée de deux jours, qui est retenue.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par le pouvoir adjudicateur avant le mandatement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire du marché précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global est de 30 jours.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## Article 19.4 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché dans les conditions fixées aux articles L.2193-4 et suivants du Code.

Dans ce cadre, le Titulaire déclare à l'Autorité le (les) sous-traitant(s) au(x)quel(s) il envisage de confier l'exécution de certaines prestations au moyen du [formulaire DC4](#) rempli et signé par le sous-traitant et le Titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement du sous-traitant. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après acceptation et agrément de ses conditions de paiement par l'Autorité.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations et du respect de toutes les autres obligations du figurant au sein du marché. Il apporte au(x) sous-traitant(s) toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

Dans la mesure où le présent marché sera exécuté au moyen de marchés subséquents, la sous-traitance des prestations sera formalisée à l'attribution du marché subséquent.

### **Article 19.5 - Avance**

L'option A de l'article 11 du CCAG-PI peut s'appliquer aux marchés subséquents conclus sur le fondement de cet accord-cadre. Dès lors, le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct peuvent bénéficier d'une avance s'ils en font la demande et dans le cas où les prestations sont d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

### **Article 19.6 - Cession et nantissement de créances**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du Code. Plus particulièrement, s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, les dispositions de l'article R.2191-51 s'appliquent.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire

### **Article 19.7 - Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire du marché**

En application de l'article 27 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire du marché.

### **Article 19.8 - Réfaction du prix**

Dans le cas où l'Arcep estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, une réfaction du montant de la facture pourra être appliquée. Son pourcentage sera décidé par le pouvoir adjudicateur.

La décision de réfaction ne pourra être notifiée au Titulaire qu'après l'avoir mis en mesure de transmettre ses observations. Dans ce cadre, l'Arcep adressera une notification pour réfaction à venir motivée, et donnera au Titulaire du marché un délai de quinze jours pour lui transmettre ses observations.

## Article 20 - Pénalités

### Article 20.1 - Dispositions générales

Les pénalités seront applicables dans les conditions définies ci-après.

Le Titulaire ne pourra être tenu responsable en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'un évènement de force majeure.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du Titulaire.

Le montant des pénalités ne saurait dépasser 10% du montant total du marché.

### Article 20.2 - Pénalités de retard

Les pénalités de retard sont applicables dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération n'est prévue concernant l'application des pénalités de retard.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités suivantes pourront s'appliquer en cas de retard de la manière suivante :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité en € HT;

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

**R** = le nombre de jours de retard.

## Article 21 - Assurances

Le Titulaire du marché assurera la responsabilité complète tant civile que pénale des accidents pouvant survenir à son personnel, du fait de l'exécution du présent marché.

## Article 22 - Changement de situation du Titulaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifie immédiatement à l'Autorité le jugement instituant la procédure par courrier avec Avis de Réception.

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Autorité, sans délai et par écrit (par courrier avec Avis de Réception), tout changement ayant une incidence sur le statut de la société tel que des modifications des personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, relatives à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, etc., y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché. Le Titulaire est informé que l'Arcep ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement résultant d'anomalies entre les indications portées sur l'Acte d'engagement et les modifications intervenues au sein de la société du Titulaire ou concernant le statut de sa société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

En tout état de cause, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise doivent être signalées à l'Arcep. Le cas échéant, le Titulaire adresse un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales à l'Autorité.

## Article 23 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

Toutefois, par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En plus des cas prévus par le Chapitre 7 du CCAG PI, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire fautif, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- En cas de manquements répétés à l'obligation de candidater à un marché subséquent (cf. Article 9.1 - présent CCAP) ;
- En cas d'exécution défailante d'un marché subséquent ayant mené à la résiliation de ce dernier ;
- En cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché ;
- En cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil ;
- En cas de fautes répétées ;
- Si le montant des pénalités atteint 10% du montant total du marché.

Dans ce cas, un préavis d'au moins un mois peut être imposé au Titulaire.

## Article 24 - Litiges

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

Le présent marché est régi par le droit français.

Tout litige éventuel issu de l'application du présent marché est soumis au Tribunal administratif de Paris.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au Tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché et au Tribunal Judiciaire de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

**Tribunal Administratif de Paris**  
7 rue de Jouy  
75181 Paris cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46  
email : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

**Tribunal de Paris**  
Parvis du tribunal de Paris  
75 859 Paris Cedex 17  
Téléphone : 01 44 32 51 51  
email : [tj-paris@justice.fr](mailto:tj-paris@justice.fr)

## Article 25 - Dérogations aux documents généraux

Les dispositions du présent CCAP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-PI qui lui seraient contraires.

Article du CCAG-PI auquel il est dérogé	Article du CCAP instaurant la dérogation
Article 13.1.1	Article 9.4
Article 14 Article 14.1.3	Article 20.2
Article 40	Article 23

## Article 26 - Dispositions finales

Tout rapport, toute documentation et toute correspondance relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.